# Migration, gouvernance frontalière et développement régional : les enjeux de l'intégration des migrants subsahariens dans la région de l'Oriental

Oumyma ELHARITI
Doctorante, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Université Sultan Moulay Slimane
Laboratoire « Dynamique des Paysages, Risques et Patrimoine »
Maroc

**Résumé**

Cet article examine les dynamiques migratoires dans la région de l'Oriental au Maroc, en se concentrant sur la gouvernance frontalière. Il questionne le rôle des politiques migratoires locales dans l'intégration des migrants subsahariens et leur potentiel comme moteurs de développement territorial. À partir d'une analyse qualitative et géopolitique du terrain, il propose des pistes pour une gouvernance plus humaine, participative et territorialisée.

**Mots-clés** : Migration, gouvernance frontalière, développement territorial, région de l'Oriental, Maroc, co-développement, intégration.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

## Abstract

This article explores migration dynamics in the Oriental region of Morocco through the lens of border governance. It questions the role of local migration policies in the integration of Sub-Saharan migrants and their potential as drivers of regional development. Based on a qualitative and geopolitical analysis, it suggests pathways for a more human-centered, participatory, and territorially grounded approach to migration governance.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

## Introduction

Dans les ruelles animées d'Oujda, aux abords du marché de Bab Sidi Abdelwahab, il n'est pas rare de croiser des visages venus de bien plus loin que les frontières de l'Oriental. Des jeunes hommes, des femmes parfois accompagnées d'enfants, portant dans leurs regards les traces d'un long voyage, d'un espoir en transit. Ces hommes et ces femmes, majoritairement originaires de pays d'Afrique subsaharienne, ne sont pas seulement des passagers d'un territoire, ils en deviennent progressivement des acteurs silencieux, des bâtisseurs discrets de nouvelles dynamiques régionales. La migration, souvent perçue sous le prisme de la crise, du contrôle ou de l'irrégularité, recèle pourtant une dimension insoupçonnée de moteur de développement local, à condition que l'on prenne le temps d'en interroger les rouages à l'échelle des territoires qui l'accueillent.

La région de l'Oriental, marquée historiquement par son statut de frontière – géographique, politique, économique – se retrouve aujourd'hui au cœur d'enjeux majeurs liés à la migration. Longtemps considérée comme un espace marginalisé ou de transit, elle tend désormais à devenir une terre d'installation pour de nombreux migrants subsahariens. Ce glissement d'un statut à un autre ne s'est pas opéré sans tensions, ni sans contradictions. Car si le Maroc a amorcé depuis une décennie un virage vers une politique migratoire plus inclusive, la déclinaison territoriale de cette gouvernance, notamment dans les régions frontalières comme l'Oriental, soulève des interrogations profondes sur sa cohérence, son efficacité et son humanité.

Dans ce contexte, la gouvernance frontalière joue un rôle pivot. Elle ne se limite pas à la surveillance ou à la sécurisation des passages, mais touche à des dimensions beaucoup plus complexes : l'accueil, la reconnaissance administrative, l'accès aux services de base, l'insertion socio-économique. En somme, elle façonne les conditions de vie et d'intégration des migrants dans l'espace régional. Et c'est précisément dans cette articulation entre politique frontalière et réalité migratoire locale que se joue le potentiel de la migration comme levier de développement territorial.

Car au-delà des politiques et des discours, ce sont les expériences vécues, les réseaux de solidarité, les échanges culturels et les dynamiques économiques que les migrants engendrent qui reconfigurent les territoires. Les marchés locaux, les quartiers populaires, les associations de quartier ou les mosquées sont autant de micro-laboratoires où se tisse, jour après jour, une forme d'intégration "par le bas", souvent ignorée des grandes stratégies nationales.

Mais cette dynamique est-elle encouragée, soutenue, ou au contraire freinée par la gouvernance actuelle ? Comment l'espace frontalier de l'Oriental, entre


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

fermeture à l'est (Algérie) et ouverture vers l'Afrique subsaharienne, joue-t-il un rôle dans l'expérience migratoire ? Peut-on penser la migration comme une opportunité territoriale plutôt qu'un simple enjeu sécuritaire ou humanitaire ? Et surtout, quelles conditions seraient nécessaires pour transformer cet élan migratoire en véritable moteur de développement régional ?

C'est à ces questions que cet article tente de répondre. En croisant une lecture géopolitique du territoire avec une approche sociale des parcours migratoires, nous chercherons à comprendre comment la gouvernance frontalière dans l'Oriental influe directement sur la capacité de cette région à intégrer les migrants subsahariens, et par là-même, à bénéficier de leur présence dans une logique de co-développement. Notre hypothèse est que la migration peut devenir un vecteur de dynamisme régional, à condition que la gouvernance adoptée soit participative, territorialisée, et résolument tournée vers l'humain.

Pour ce faire, nous reviendrons d'abord sur les spécificités historiques, géographiques et sociales de la région de l'Oriental, avant d'analyser les logiques à l'œuvre dans sa gouvernance frontalière. Nous explorerons ensuite les pratiques d'intégration locales et les initiatives portées tant par les autorités que par la société civile. Enfin, nous proposerons une réflexion prospective sur les conditions d'une gouvernance migratoire capable de transformer les défis en opportunités durables pour le territoire.

## I) La région de l'Oriental : entre espace frontalier et espace de transit

La compréhension des enjeux migratoires dans la région de l'Oriental ne peut se faire sans un détour par les caractéristiques socio-géographiques et politiques de ce territoire. Région frontalière par excellence, elle est à la fois un point d'ancrage, de passage et de tension, où se rencontrent des logiques de mobilité humaine, de sécurité et de développement. C'est dans cette complexité que s'inscrivent les dynamiques migratoires actuelles, notamment celles des migrants subsahariens, qui redessinent les contours de l'intégration et du vivre-ensemble à l'échelle locale. Avant d'analyser l'impact de la gouvernance frontalière sur leur intégration, il est essentiel de revenir sur les traits identitaires et les spécificités de ce territoire en mutation.

### 1.1.Caractéristiques géopolitiques et socio-économiques de l'Oriental

La région de l'Oriental, située à l'extrême est du Maroc, occupe une place singulière dans le paysage géopolitique du pays. Frontalière de l'Algérie, bordée par la Méditerranée et à proximité des routes migratoires subsahariennes, elle constitue un espace à la fois de passage, d'installation et de marginalisation.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Longtemps perçue comme un territoire périphérique, l'Oriental souffre d'un déficit de développement marqué, en dépit des efforts déployés depuis le lancement de l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental en 2003 (INDH, 2020). Les défis sociaux et économiques y sont nombreux : taux de chômage élevé, exode rural, accès limité aux infrastructures de base, ce qui nourrit un sentiment d'abandon parmi la population locale (HCP, 2021).

Cependant, cette région se distingue également par sa richesse culturelle, fruit d'une histoire marquée par des brassages multiples. Les populations amazighes, arabes, sahariennes et, plus récemment, subsahariennes y coexistent dans une mosaïque identitaire unique, bien que fragilisée par des tensions sociales et des inégalités persistantes[1] (Alioua, 2011).

La fermeture de la frontière terrestre avec l'Algérie depuis 1994 a contribué à isoler davantage la région, limitant les échanges économiques et humains avec l'est voisin, mais renforçant aussi son rôle dans les logiques de contrôle migratoire mises en œuvre par l'État marocain en coopération avec l'Union européenne (Berriane, 2015).

Aujourd'hui, l'Oriental est au cœur d'une mutation silencieuse : de plus en plus de migrants subsahariens choisissent d'y rester, faisant de villes comme Oujda, Berkane ou Nador des espaces d'installation et non plus seulement de transit. Cette dynamique redessine les contours sociaux de la région et interroge les capacités locales à intégrer durablement ces populations dans une logique d'inclusion et de co-développement (Elmadmad, 2018).

Ainsi, la région de l'Oriental, longtemps vue comme marginale, pourrait devenir un laboratoire d'expérimentations politiques et sociales en matière d'intégration migratoire, à condition de repenser sa gouvernance territoriale et frontalière.

### 1.2. Le rôle historique et actuel de la région dans les dynamiques migratoires

La région de l'Oriental occupe une position géostratégique au croisement de plusieurs routes migratoires, entre l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et l'Europe. Historiquement, cette zone a toujours été un espace de circulation humaine, facilitée par des échanges culturels, commerciaux et sociaux avec les territoires voisins. L'ouverture sur l'Algérie à l'est et la Méditerranée au nord en a fait un lieu d'ancrage temporaire ou définitif pour diverses populations en mouvement[2] (Alioua, 2011).

Au tournant des années 2000, la région a connu une mutation dans sa fonction migratoire, passant d'une simple zone de transit vers l'Europe à un territoire de sédentarisation partielle, voire permanente, pour de nombreux migrants,

[1] Alioua, M. (2011). "La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb. L'exemple de l'étape marocaine."
[2] Alioua, M. (2011). "La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb. L'exemple de l'étape marocaine."


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

notamment d'origine subsaharienne. Les flux migratoires se sont intensifiés à travers les zones frontalières, notamment via la frontière terrestre avec l'Algérie, dont la fermeture officielle depuis 1994 n'a pas empêché les mobilités informelles [1](Berriane, 2009).

Oujda, ville frontalière par excellence, constitue un point d'entrée privilégié pour les migrants transitant par le Maghreb. Elle accueille une diversité de profils migratoires : étudiants, travailleurs informels, demandeurs d'asile ou encore migrants bloqués dans leur projet migratoire vers l'Europe. La ville est également devenue un espace de reconfiguration des parcours de vie pour nombre d'entre eux [2](Bensaâd, 2005). La proximité de Nador avec l'enclave espagnole de Melilla accentue la pression migratoire dans cette zone, avec des tentatives fréquentes de franchissement de la frontière, notamment via les barrières de Melilla ou les routes maritimes.

Des événements majeurs, comme les tentatives massives de franchissement en 2005 et l'épisode dramatique de juin 2022 ayant entraîné la mort de dizaines de migrants à la clôture de Melilla, ont mis en lumière la précarité et la dangerosité de la situation dans cette région (Conseil National des Droits de l'Homme, 2022).

Plus récemment, la région a connu de nouvelles évolutions en matière de mobilité migratoire au cours de l'année 2026. Les tentatives de franchissement vers Sebta et Melilla se sont intensifiées à partir de la mi-juillet, atteignant un pic les 30 et 31 juillet 2026. Ces mouvements ont concerné des ressortissants marocains et étrangers, parmi lesquels des mineurs et des femmes, qui ont tenté d'atteindre principalement Sebta, notamment par voie maritime. Ces événements ont une nouvelle fois mis en évidence la vulnérabilité des personnes migrantes ainsi que la complexité de la gestion des espaces frontaliers. Ils ont également souligné le rôle croissant des réseaux sociaux dans la mobilisation des candidats au franchissement et dans la circulation d'informations relatives aux possibilités de passage. Selon le Conseil national des droits de l'Homme, la diffusion de fausses informations et l'interprétation erronée de certaines informations juridiques ont notamment contribué à amplifier ces mouvements (Conseil national des droits de l'Homme, 2026).

Par ailleurs, la présence migrante a eu un impact concret sur le tissu social et économique de la région. De nombreux migrants participent à l'économie informelle, notamment dans les secteurs du commerce, de la restauration, ou de l'agriculture dans la plaine de Berkane. Leur présence, bien que souvent marginalisée, contribue à redynamiser certains quartiers et à introduire de nouvelles pratiques culturelles et sociales dans les espaces urbains[3] (Cherti & Grant, 2013).

[1] Berriane, M. (2009). "La migration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc.
[2] Bensaâd, A. (2008). "Les migrations subsahariennes en Algérie."
[3] Cherti, M., & Grant, P. (2013). "The Myth of Transit: Sub-Saharan Migration in Morocco."


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Toutefois, cette réalité demeure ambivalente. Si la région de l'Oriental accueille et voit s'installer une population migrante de plus en plus visible, les politiques de gestion migratoire oscillent entre logiques de sécurisation des frontières et efforts d'intégration sociale, souvent portés par des ONG et des acteurs locaux plus que par les autorités publiques elles-mêmes [1](Gazzotti, 2021).

## II. Gouvernance frontalière et gestion migratoire : logiques de contrôle vs logiques d'intégration

### 2.1. Les politiques migratoires marocaines et leur déclinaison dans l'Oriental

Depuis le début des années 2000, le Maroc a connu une transformation profonde dans sa manière de gérer les flux migratoires, évoluant d'un pays traditionnellement perçu comme un pays de transit vers un pays d'installation, en particulier pour les migrants subsahariens. Cette mutation, bien que lente et parfois contradictoire, s'est traduite par des initiatives politiques majeures, notamment à travers la mise en place de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA) en 2013, qui ambitionne de concilier sécurité nationale et droits fondamentaux des migrants.

#### 2-1-1) La SNIA : un tournant progressiste ?

Adoptée en 2013 suite aux recommandations du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), la SNIA marque un tournant dans la gestion migratoire marocaine. Elle repose sur quatre axes principaux :

- Régularisation des migrants en situation administrative irrégulière,
- Accès aux droits sociaux (éducation, santé, emploi),
- Lutte contre la traite des êtres humains,
- Et renforcement du cadre juridique et institutionnel.

Cette stratégie a permis, notamment à travers les campagnes de régularisation de 2014 et 2017, de délivrer plus de 50 000 cartes de séjour à des migrants, principalement originaires d'Afrique subsaharienne (Ministère délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, 2018).

Cependant, de nombreuses études[2] [3](Alioua, 2020 ; Gazzotti, 2021) pointent les limites structurelles de cette politique : lenteur bureaucratique, inégalités territoriales dans la mise en œuvre, absence d'un cadre juridique clair sur l'asile, et tensions persistantes entre logiques humanitaires et sécuritaires.

[1] Gazzotti, L. (2021). "Refugees and the Violence of Welfare Bureaucracies in the Moroccan–Spanish Borderlands."
[2] Alioua, M. (2020). *Les nouvelles formes de contrôle des migrations au Maghreb*. Études de l'IREMAM
[3] Gazzotti, L. (2021). *Refugees and the Violence of Welfare Bureaucracies in the Moroccan–Spanish Borderlands*. *Geopolitics*, 26(2), 362–385.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

### 2-1-2) L'Oriental : une région au cœur des contradictions

La région de l'Oriental, frontalière de l'Algérie et proche de l'enclave espagnole de Melilla, occupe une place centrale dans les politiques migratoires nationales. Cette zone, historiquement marginalisée sur le plan socio-économique, est devenue un territoire de tension migratoire, où se croisent les enjeux de contrôle des frontières, de sécurité, mais aussi de solidarité et d'intégration locale.

#### 2-1-2-1) Centres d'accueil et dispositifs d'aide :

Des structures d'accueil existent dans la région, notamment à Oujda et Nador, mais leur capacité reste limitée. Ces centres sont majoritairement gérés par des associations locales telles que :

- GADEM (Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants),

- Caritas Maroc,

- Association Beni Znassen pour la Culture, le Développement et la Solidarité (ABCDS), très active à Oujda.

Ces acteurs fournissent une aide humanitaire d'urgence (hébergement, nourriture, soins médicaux), mais se heurtent à des difficultés financières, des restrictions administratives et un climat souvent hostile dans certaines zones frontalières [12](Choplin, 2019 ; Berriane, 2019).

#### 2-1-2-2) Actions des autorités locales :

Les wilayas, préfectures, et collectivités territoriales jouent un rôle ambivalent. D'un côté, elles sont appelées à implémenter la SNIA au niveau local, mais elles demeurent insuffisamment formées et peu dotées de moyens humains et financiers pour mettre en œuvre de véritables politiques d'intégration. Certaines municipalités ont développé des plans d'action migratoire locaux (PAM), en partenariat avec le Conseil de l'Europe ou l'OIM, comme ce fut le cas à Oujda en 2020, mais ces plans sont souvent peu opérationnels (Conseil de l'Europe, 2021).

### 2.2. Frontières et dispositifs sécuritaires : impact sur la vie des migrants

Dans le contexte de la gouvernance migratoire marocaine, la région de l'Oriental se distingue non seulement par sa position géographique stratégique, mais aussi par l'intensité des dispositifs sécuritaires qui y sont déployés. La militarisation croissante de la frontière avec l'Algérie et la mise en œuvre de stratégies de surveillance avancée ont remodelé en profondeur les conditions de

[1] Berriane, M. (2019). *Migrants subsahariens au Maroc : Mobilités, spatialités et politiques migratoires. L'Espace Politique*, 37.
[2] Choplin, A. (2019). *Les villes africaines dans la mondialisation.*


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

présence des migrants dans cette région[1], entraînant une série d'effets sociaux et humains souvent invisibilisés dans les discours institutionnels.

### 2-2-1) Une dynamique de confinement spatial et social

Plutôt que d'empêcher les mobilités, les logiques sécuritaires opérant dans l'Oriental tendent à les réorienter et les contenir dans des espaces marginaux, loin des centres urbains structurés. Loin de l'idée d'un simple contrôle frontalier, il s'agit d'une gouvernance par la dispersion : les migrants sont souvent repoussés vers des zones rurales, forestières ou désertiques, où l'accès aux services de base devient presque impossible. Cette fragmentation de l'espace de vie des exilés correspond à une stratégie tacite de "délocalisation de l'accueil", qui évite la concentration visible des populations migrantes, réduisant ainsi leur capacité à revendiquer des droits ou à s'intégrer[2] (Bennafla, 2014).

### 2-2-2) Les effets des dispositifs sécuritaires sur les trajectoires individuelles

Les dispositifs liés au contrôle des frontières et à la gestion des mobilités peuvent avoir des effets différents sur les trajectoires individuelles des migrants. La présence des contrôles, les restrictions de circulation dans certaines zones frontalières et l'incertitude liée au statut administratif peuvent notamment influencer les choix relatifs au logement, au travail et aux déplacements.

À Oujda, Nador et dans leurs périphéries, certaines organisations de la société civile font état de difficultés rencontrées par des migrants en situation administrative précaire, notamment en matière de mobilité et d'accès à certains services. Ces expériences ne sont toutefois pas homogènes et varient selon la situation administrative, la durée du séjour, le lieu de résidence, l'âge et le projet migratoire des personnes concernées.

Parallèlement, la politique migratoire adoptée par le Maroc depuis 2013 a permis la régularisation de plusieurs dizaines de milliers de personnes et a contribué à donner à certains migrants une situation administrative plus stable. Cette évolution traduit ainsi la coexistence de deux dimensions dans la gouvernance migratoire : d'une part, des politiques de régularisation et d'intégration et, d'autre part, des dispositifs de contrôle des frontières et de lutte contre les migrations irrégulières (Conseil national des droits de l'Homme, 2023 ; Organisation internationale pour les migrations, 2015).

### 2-2-3) Les défis de l'accueil et de l'accès aux services

La situation migratoire dans l'Oriental ne peut être réduite à une opposition entre accueil et exclusion. Elle se caractérise plutôt par une diversité de situations selon les villes, les statuts administratifs et les acteurs concernés. Plusieurs structures publiques et associatives interviennent auprès des migrants, tandis que

[1] Ammirati, M. (2016). *Les effets de la militarisation des frontières sur les parcours de migration au Maroc*. Revue *Migrations Société*, Vol. 28, n°164.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

certaines études font état de difficultés persistantes en matière de logement, de santé, d'éducation et d'accompagnement social, particulièrement pour les personnes se trouvant dans des situations de vulnérabilité[1].

Ces difficultés peuvent être plus visibles dans les espaces frontaliers, où les besoins des populations migrantes se trouvent en interaction avec les exigences liées au contrôle des frontières. Certaines organisations de la société civile ont notamment documenté des situations de vulnérabilité concernant des migrants, parmi lesquels des mineurs non accompagnés, à Oujda, Nador et dans leurs environs (GADEM, 2024).

L'analyse de ces situations nécessite donc de distinguer les orientations de la politique nationale, les modalités de leur mise en œuvre au niveau local et les expériences vécues par les personnes concernées. Cette distinction permet également d'éviter de généraliser des situations qui peuvent différer considérablement d'un individu ou d'un territoire à l'autre.

### 2-2-4) Les stratégies d'adaptation et la reconstruction des liens sociaux

Malgré les difficultés associées aux parcours migratoires et aux conditions d'installation dans les régions frontalières, certains migrants développent des réseaux sociaux leur permettant de faire face aux contraintes de leur quotidien. Ces réseaux peuvent réunir des membres de leur communauté, des associations, des acteurs locaux ainsi que différents espaces sociaux et religieux.

Ils peuvent notamment faciliter l'accès à l'information, contribuer à la recherche d'un logement ou d'une activité professionnelle et favoriser l'accès à certains services. Ils permettent également aux migrants de maintenir des liens sociaux et culturels avec leurs communautés d'origine tout en développant de nouvelles relations dans les territoires où ils résident.

La présence migrante dans l'Oriental ne se limite donc pas aux mobilités de transit vers l'Europe. Elle s'inscrit également dans des formes d'installation temporaire ou plus durable et participe à l'émergence de nouvelles relations sociales et économiques au niveau local.

## 2.3. Entre politique d'accueil et défis de l'intégration locale

La politique migratoire marocaine a connu une évolution importante depuis 2013 avec l'adoption de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile (SNIA), accompagnée de campagnes de régularisation et de mesures visant à améliorer l'accès des migrants à certains droits et services.

Le Conseil national des droits de l'Homme a notamment relevé l'implication de différents acteurs institutionnels et associatifs dans ce processus, tandis que l'Organisation internationale pour les migrations souligne l'importance de la

[1] Bennafla, K. (2014). *Les nouvelles configurations des marges migratoires au Maghreb*. Revue *L'Année du Maghreb*, n°10.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

participation des acteurs locaux et de la société civile dans les processus d'intégration (Conseil national des droits de l'Homme, 2023 ; OIM, 2015).

La mise en œuvre de ces orientations au niveau territorial reste toutefois liée aux capacités institutionnelles, aux ressources disponibles et aux caractéristiques propres à chaque territoire. L'étude de la région de l'Oriental permet ainsi d'analyser les modalités concrètes de traduction d'une politique nationale dans un contexte local marqué par la proximité des frontières et par la présence de populations migrantes.

### 2-3-1) Les défis de la mise en œuvre locale de la SNIA

Au niveau national, la Stratégie nationale d'immigration et d'asile poursuit plusieurs objectifs, notamment la régularisation administrative, l'amélioration de l'accès aux services, la lutte contre la traite des êtres humains et le renforcement de la gouvernance migratoire.

Les campagnes de régularisation mises en œuvre depuis l'adoption de cette nouvelle orientation ont permis à plusieurs dizaines de milliers de personnes d'obtenir une situation administrative régulière. Le Conseil national des droits de l'Homme souligne ainsi l'importance de ces opérations dans l'évolution de la politique migratoire marocaine (Conseil national des droits de l'Homme, 2023).

Cependant, l'évaluation de cette politique ne peut pas se limiter au nombre de personnes régularisées. Elle doit également prendre en considération les conditions concrètes dans lesquelles les bénéficiaires peuvent accéder au logement, à l'emploi, à la santé, à l'éducation et aux services sociaux. La régularisation constitue ainsi une étape importante, mais son impact sur l'intégration dépend également des conditions économiques, sociales et institutionnelles dans lesquelles elle s'inscrit.

### 2-3-2) Les forces de sécurité entre contrôle des frontières et gestion des mobilités

Dans les régions frontalières, les forces de sécurité jouent un rôle important dans le contrôle des frontières, la lutte contre les réseaux de traite et de trafic et la gestion des tentatives de franchissement irrégulier. Cette fonction revêt une importance particulière dans l'Oriental en raison de sa frontière avec l'Algérie et de la proximité de Nador avec Melilla.

Dans le même temps, certaines opérations et certains événements survenus dans les zones frontalières ont suscité des interrogations concernant les modalités de gestion des personnes en situation de vulnérabilité. Les événements du 24 juin 2022 à la frontière entre Nador et Melilla constituent à cet égard un cas particulièrement documenté. Le Conseil national des droits de l'Homme a mis en


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

place une commission chargée d'établir les faits et a souligné, dans ses conclusions préliminaires, la nécessité de poursuivre l'examen de différents aspects de ces événements, notamment les conditions des affrontements et la question de la proportionnalité de l'usage de la force (Conseil national des droits de l'Homme, 2022).

Cette situation montre la complexité de la gestion des espaces frontaliers, dans lesquels les impératifs de sécurité doivent être articulés avec les principes de protection des personnes et de respect des droits fondamentaux.

### 2-3-3) La société civile et son rôle dans l'accompagnement des migrants

Parallèlement aux institutions publiques, les associations et organisations de la société civile jouent un rôle dans l'accompagnement des migrants. Leurs interventions peuvent concerner l'aide juridique et sociale, l'orientation vers les services de santé, l'assistance matérielle ainsi que différentes formes de soutien à l'intégration.

Cette contribution est particulièrement importante dans les villes où se concentrent des populations migrantes et des demandeurs d'asile. Des données disponibles sur la situation des réfugiés et demandeurs d'asile au Maroc montrent notamment la présence de ces populations à Oujda et Nador, confirmant l'importance de ces deux villes dans les dynamiques migratoires nationales (GADEM, 2022).

Toutefois, les associations font également face à des contraintes liées à leurs ressources financières, à leurs capacités humaines et à l'ampleur des besoins auxquels elles doivent répondre. L'intégration des migrants apparaît ainsi comme une responsabilité qui nécessite la coordination de plusieurs catégories d'acteurs : institutions publiques, collectivités territoriales, organisations de la société civile et populations concernées.

### 2-3-4) Vers une lecture multidimensionnelle de l'intégration

L'analyse de la région de l'Oriental montre que les dynamiques migratoires ne peuvent être appréhendées à partir d'une seule perspective, qu'elle soit sécuritaire, sociale ou humanitaire. Le territoire est caractérisé simultanément par des dispositifs de contrôle des frontières, des programmes de régularisation, des initiatives d'accompagnement social et des difficultés liées au logement, à l'emploi, à la santé, à l'éducation et à la mobilité.

L'évaluation de la gouvernance migratoire dans la région gagnerait ainsi à prendre en compte l'articulation entre ces différentes dimensions. Il convient notamment de distinguer les orientations définies au niveau national, les modalités de leur mise en œuvre à l'échelle locale et les expériences vécues par les migrants.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Une telle approche permet de dépasser les lectures binaires de la question migratoire et de mettre en évidence à la fois les avancées réalisées, les difficultés persistantes et les marges d'amélioration de la gouvernance migratoire territoriale. Elle permet également d'appréhender l'intégration comme un processus évolutif, dépendant non seulement des politiques publiques, mais aussi des conditions économiques, des relations sociales locales et de la participation des différents acteurs du territoire.

## III. Migration et développement territorial : quelle contribution au dynamisme local ?

La migration subsaharienne dans la région de l'Oriental est généralement étudiée à travers les questions de mobilité, de contrôle des frontières, de vulnérabilité et d'accès aux services. Elle peut également être analysée sous l'angle de ses interactions avec les économies et les sociétés locales. Dans cette perspective, les migrants ne doivent pas être considérés uniquement comme des bénéficiaires de dispositifs d'aide ou comme des personnes en transit, mais également comme des individus susceptibles de participer, à des degrés différents, aux activités économiques et sociales des territoires dans lesquels ils résident (Lowe et al., 2020 ; Bitari, 2020).

Cette contribution doit toutefois être appréciée avec prudence. Les possibilités d'insertion économique varient selon le statut administratif, le niveau de qualification, la durée du séjour, le projet migratoire et les caractéristiques du marché du travail local. Les recherches consacrées à Oujda soulignent notamment l'importance des questions liées à l'emploi et au logement dans les trajectoires d'intégration des migrants (Moussaoui & Agh Boul, 2024).

Dans une région confrontée à des difficultés économiques et à un marché du travail relativement limité, la question n'est donc pas de considérer automatiquement la migration comme un moteur du développement territorial, mais d'examiner dans quelles conditions la présence migrante peut participer à certaines dynamiques économiques, sociales et culturelles locales.

### 3.1. Les formes de participation socio-économique des migrants subsahariens dans l'Oriental

Les migrants subsahariens présents dans l'Oriental peuvent participer à l'économie locale selon des modalités diverses. Pour une partie d'entre eux, l'accès au marché du travail formel demeure difficile, ce qui peut conduire à l'exercice de petits métiers et d'activités informelles. Les travaux consacrés à Oujda montrent notamment que les questions d'emploi et d'insertion professionnelle constituent des dimensions importantes des parcours des migrants (Moussaoui & Agh Boul, 2024).


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

À Oujda, certaines recherches ont également relevé l'existence d'activités commerciales et de services exercées par des migrants. Ces activités peuvent contribuer à la diversification de l'offre locale, mais leur poids économique global reste difficile à mesurer en l'absence de données statistiques exhaustives permettant d'isoler précisément la contribution des migrants à l'économie locale (Lowe et al., 2020).

L'entrepreneuriat constitue une autre forme possible de participation économique. Une étude récente portant sur Oujda, Berkane et Nador montre que l'entrepreneuriat migrant et la migration de retour peuvent être associés à la création d'entreprises et d'emplois locaux. L'étude portant sur les investissements enregistrés entre 2021 et 2025 identifie notamment 33 projets agréés représentant 11,597 milliards de dirhams d'investissement et 8 939 emplois prévus. Elle montre cependant que ces investissements sont fortement concentrés dans certains secteurs, notamment l'industrie de transformation et l'énergie. Il convient donc de distinguer l'entrepreneuriat migrant institutionnalisé des nombreuses activités informelles qui restent moins visibles dans les statistiques (El Kharbaoui, Dahmani Idrissi & Ben Dahmane El Idrissi, 2026).

Par ailleurs, les réseaux sociaux et communautaires peuvent jouer un rôle dans l'accès à l'information, au logement et aux opportunités économiques. Ils peuvent également faciliter différentes formes d'entraide entre migrants. Dans le contexte d'Oujda, les recherches sur la gouvernance locale des migrations montrent l'existence de réseaux associatifs et de mécanismes de coopération entre acteurs publics, associations et organisations intervenant auprès des populations migrantes (Stürner-Siovitz & Morthorst, 2023).

La participation économique des migrants dans l'Oriental apparaît ainsi comme une réalité diversifiée. Elle comprend des activités de subsistance, des emplois temporaires, des activités commerciales, des services de proximité et, dans certains cas, des initiatives entrepreneuriales. Son importance doit néanmoins être analysée en tenant compte des caractéristiques du marché du travail régional et des conditions administratives et économiques dans lesquelles ces activités sont exercées (Moussaoui & Agh Boul, 2024 ; El Kharbaoui et al., 2026).


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Tableau : Apports socio-économiques des migrants subsahariens dans la région de l'Oriental (à partir de 50 entretiens)

| Secteur d'activité | Forme d'implication | Part (%) | Effets observés |
|---|---|---|---|
| **Commerce informel** | Vente de vêtements, alimentation, accessoires | 24 % | Revitalisation des marchés locaux, diversification de l'offre |
| **Services de proximité** | Coiffure, ménage, BTP, garde d'enfants | 20 % | Insertion dans des niches de travail non pourvues localement |
| **Micro-restauration** | Vente de plats traditionnels dans la rue | 18 % | Création d'une économie parallèle, offre culinaire ethnique et bon marché |
| **Entrepreneuriat solidaire** | Création de petits commerces, artisanat, salon de coiffure | 12 % | Dynamique d'autonomisation, transmission de savoir-faire, intégration économique |
| **Réseaux communautaires** | Tontines, hébergement solidaire, échanges d'informations sur l'emploi | 12 % | Filets sociaux informels, mécanismes de survie collective |
| **Travail journalier** | Travaux agricoles, chantiers, livraisons | 10 % | Flexibilité du travail, absorption dans l'économie informelle |
| **Dynamique urbaine** | Occupation de quartiers délaissés, ouverture de commerces | 4 % | Réactivation des zones marginalisées, visibilité sociale accrue |

Source : travail de terrain (février 2025)

### 3-1-1) Synthèse analytique :

Ce tableau met en lumière l'engagement actif des migrants subsahariens dans le tissu socio-économique local. En tête, la vente ambulante (24 %) et le travail journalier (20 %), notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'agriculture, démontrent leur insertion dans des niches économiques où la main-d'œuvre est recherchée mais souvent précaire. La restauration de rue (18 %) et les services de coiffure ou d'esthétique (14 %) traduisent une capacité d'adaptation et une volonté d'entreprendre, même dans des conditions souvent informelles.

Notons également la création de petits commerces (12 %), signe d'un ancrage progressif dans certains quartiers et d'une contribution directe à la dynamique de revitalisation urbaine. Enfin, le soutien apporté par les réseaux de solidarité communautaires (12 %) confirme que, au-delà de leur apport économique, ces migrants participent à la structuration de liens sociaux alternatifs, utiles non seulement à leur survie, mais aussi à celle d'autres membres de la communauté migrante.

Ce tableau illustre ainsi une réalité concrète : malgré les défis administratifs, sociaux et sécuritaires, les migrants subsahariens s'imposent comme des acteurs de résilience et de revitalisation dans l'Oriental, redéfinissant discrètement mais profondément les dynamiques locales.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

### 3.2. Initiatives locales d'insertion et d'intégration

Dans la région de l'Oriental, plusieurs initiatives locales ont été développées afin de favoriser l'accompagnement, l'inclusion sociale et la participation des personnes migrantes à la vie locale. Ces initiatives sont portées par des associations, des collectivités territoriales et des partenaires institutionnels et internationaux. Elles témoignent de l'existence, à l'échelle territoriale, de différentes formes de coopération autour des questions migratoires (PRIM, 2022 ; Stürner-Siovitz & Morthorst, 2023).

**Projets associatifs et programmes territoriaux**

Parmi les initiatives identifiées figure le projet «Favoriser l'intégration et la participation des personnes migrantes dans le développement socio-économique et culturel de la Région de l'Oriental au Maroc », porté par l'Association Jeunesse Optimiste dans les provinces d'Oujda et de Nador. Ce projet a été soutenu dans le cadre du Programme Régional des Initiatives de Migration (PRIM), qui vise notamment à renforcer les capacités des acteurs territoriaux et à favoriser la prise en compte des migrations dans les dynamiques locales (PRIM, 2022).

D'autres projets ont également été développés dans la région. Le projet «Moussada wa Idmaj al Mouhajir », porté par l'Association de Coopération pour le Développement et la Culture (ACODEC) à Oujda, vise notamment à accompagner les personnes migrantes dans leurs démarches et à faciliter leur accès aux ressources et aux services disponibles localement (PRIM, 2024).

Dans le même domaine, le projet «Protection des Migrants à l'Oriental » (PROMO), mis en œuvre à Oujda et Berkane, a porté sur la protection et l'accompagnement psychosocial des migrants en situation de vulnérabilité. Le projet comprenait notamment des activités liées au bien-être psychosocial, à l'orientation vers les services de santé et à la promotion du vivre-ensemble et de l'interculturalité (Pionniers du Changement, 2022-2023).

Plus récemment, le projet «Migra'CARE », mis en œuvre entre juin 2024 et mars 2025 à Oujda et Berkane, a également porté sur l'accès aux services de base, l'accompagnement psychosocial et la coordination entre les différents acteurs intervenant auprès des personnes migrantes (Pionniers du Changement, 2024-2025).

Ces différentes initiatives montrent que l'accompagnement des migrants dans l'Oriental ne relève pas d'un seul acteur. Il repose plutôt sur une combinaison d'interventions associatives, institutionnelles et partenariales, dont l'ampleur et la durée peuvent varier selon les projets et les financements disponibles.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

**- Actions culturelles et interculturelles**

Les initiatives locales comprennent également des activités destinées à favoriser les échanges entre les populations migrantes et la population locale. À Oujda, le projet «Ensemble pour une coexistence interculturelle » a notamment permis la création d'espaces de dialogue et d'activités réunissant des jeunes marocains et migrants. Le projet a également permis la formation de jeunes «ambassadeurs du vivre-ensemble », impliqués dans des activités de sensibilisation, de médiation culturelle et de dialogue interculturel (Pionniers du Changement, 2022-2023).

La création de la «Maison du Vivre Ensemble » constitue un autre exemple de cette approche. Cet espace est destiné à accueillir des activités associatives, des ateliers et des rencontres entre acteurs institutionnels, associations, jeunes et personnes migrantes. Il constitue également un espace de concertation autour des questions liées à la migration et à la cohésion sociale (Pionniers du Changement, 2023 ; PRIM, 2026).

Ces expériences montrent que l'intégration ne se limite pas aux dimensions administratives ou économiques. Elle peut également passer par des espaces de rencontre, des activités culturelles et des initiatives favorisant les échanges entre les différentes composantes de la population locale.

**- Les relations de proximité dans les parcours d'intégration**

Au-delà des dispositifs formels, les relations quotidiennes peuvent également jouer un rôle dans les parcours d'installation des migrants. Les interactions avec les voisins, les commerçants, les collègues de travail, les associations ou les établissements d'enseignement peuvent faciliter l'accès à certaines informations et ressources locales.

Dans ce domaine, les initiatives associatives constituent parfois des intermédiaires entre les personnes migrantes et les services existants. Les expériences documentées à Oujda montrent notamment l'importance des associations dans l'orientation, l'accompagnement social et la mise en relation avec différents acteurs locaux (PRIM, 2024 ; Stürner-Siovitz & Morthorst, 2023).

Il convient toutefois de distinguer les témoignages individuels des résultats pouvant être généralisés à l'ensemble des migrants. Les expériences d'intégration varient selon les situations personnelles, le statut administratif, la durée de résidence, les ressources économiques et les réseaux sociaux disponibles.

### 3.3. Les principaux défis de l'intégration

Malgré l'existence de plusieurs initiatives locales, l'intégration des migrants dans la région de l'Oriental reste confrontée à différents obstacles. Ceux-ci


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

concernent notamment l'accès à l'emploi, au logement, aux services publics et à l'information, ainsi que la coordination entre les différents acteurs impliqués.

### 3.3.1. Les difficultés liées à la situation administrative

La situation administrative constitue un facteur important dans les parcours d'intégration. Les campagnes de régularisation menées au Maroc ont permis à un nombre important de migrants d'obtenir un statut administratif plus stable, mais l'accès aux démarches et aux documents nécessaires peut rester complexe pour certaines personnes.

Les recherches consacrées à la mise en œuvre locale de la politique migratoire soulignent notamment l'importance des capacités institutionnelles, de l'information et de la coordination entre les différents acteurs pour assurer un accès effectif aux dispositifs existants (Lowe et al., 2020).

Dans ce contexte, les associations peuvent jouer un rôle d'intermédiation en orientant les migrants vers les services compétents et en les accompagnant dans certaines démarches (PRIM, 2024).

### 3.3.2. L'accès aux services et au logement

L'accès aux services constitue également une dimension importante de l'intégration. Les travaux consacrés aux politiques d'intégration au Maroc montrent que l'accès à l'éducation, aux soins, au logement et à l'emploi représente encore un enjeu pour certaines populations migrantes, avec des situations qui peuvent varier selon les territoires et les profils des personnes concernées (Moussaoui & Agh Boul, 2024).

Dans l'Oriental, plusieurs projets associatifs ont précisément cherché à répondre à ces difficultés par l'orientation, l'accompagnement psychosocial, l'information et la mise en relation avec les services existants (Pionniers du Changement, 2022-2025).

Le logement constitue également un facteur important dans les parcours d'intégration. Les difficultés d'accès à un logement stable peuvent être liées aux ressources financières, aux garanties demandées ou encore à la situation administrative des personnes. Ces difficultés peuvent à leur tour influencer l'accès à l'emploi, aux services et aux réseaux sociaux locaux.

### 3.3.3. Les perceptions sociales et les relations entre populations

Les relations entre populations locales et migrantes constituent une autre dimension importante de l'intégration. Elles peuvent être caractérisées par des formes de solidarité et de coopération, mais également par des incompréhensions ou des tensions ponctuelles.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Les initiatives interculturelles mises en place à Oujda cherchent notamment à créer des espaces de rencontre et de dialogue afin de favoriser une meilleure connaissance réciproque entre les populations (Pionniers du Changement, 2022-2023).

Cette dimension est importante car l'intégration ne dépend pas uniquement des politiques publiques. Elle se construit également dans les espaces de proximité, à travers les relations quotidiennes, les associations, les établissements scolaires, les lieux de travail et les activités culturelles.

### 3.3.4. La coordination entre les acteurs

La multiplication des initiatives pose également la question de leur coordination et de leur pérennisation. Dans l'Oriental, plusieurs projets ont été développés en partenariat avec des associations locales, les collectivités territoriales et des organisations internationales.

Le PRIM a notamment cherché à favoriser une approche territorialisée de la migration en associant différents acteurs régionaux à la conception et à la mise en œuvre des projets (PRIM, 2022 ; PRIM, 2026).

La création du Réseau Migration Oriental (RMO), qui réunit des institutions publiques et des organisations de la société civile intervenant dans le domaine migratoire, constitue à cet égard un exemple de mécanisme de coordination régionale (Pionniers du Changement, 2022-2023).

Ainsi, les difficultés rencontrées dans le domaine de l'intégration ne peuvent être attribuées à un seul facteur. Elles résultent de l'interaction entre les caractéristiques du territoire, les ressources disponibles, les parcours individuels des migrants et les capacités des différents acteurs à coordonner leurs interventions.

## IV. Pour une gouvernance frontalière inclusive et territorialisée

La région de l'Oriental occupe une position particulière dans les dynamiques migratoires marocaines en raison de sa proximité avec l'Algérie, de son ouverture sur la Méditerranée et de la présence de plusieurs villes concernées par les mobilités internationales. Cette situation fait de la région un espace où se rencontrent des enjeux de mobilité, de développement territorial, de coopération transfrontalière et de gestion des migrations.

Dans ce contexte, la gouvernance frontalière ne peut être analysée uniquement à travers les dispositifs de contrôle. Elle implique également les collectivités territoriales, les associations, les services publics, les organisations internationales et les populations concernées.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

### 4.1. Repenser la gouvernance frontalière à l'échelle locale

La gestion des mobilités dans les territoires frontaliers implique plusieurs niveaux d'intervention. Les politiques nationales définissent le cadre général de la migration, tandis que les collectivités territoriales et les acteurs locaux interviennent dans des domaines tels que l'accès aux services, l'accompagnement social, la cohésion sociale et le développement local.

Dans l'Oriental, plusieurs expériences récentes montrent l'émergence d'une approche davantage territorialisée. Le PRIM a notamment développé des projets associant les acteurs régionaux et locaux autour de questions liées à la migration et au développement. En 2026, le programme a également mis en avant l'objectif de territorialisation de la politique migratoire et le renforcement des capacités des acteurs locaux (PRIM, 2026).

La commune d'Oujda constitue à cet égard un exemple intéressant. Des actions ont été engagées en matière de formation des agents municipaux et de prise en compte de la migration dans la planification locale. Une cellule d'accueil et d'orientation destinée notamment aux MRE et aux migrants a également été développée dans le cadre de cette dynamique (PRIM, 2025).

Cette évolution suggère qu'une gouvernance locale de la migration peut reposer sur une coopération entre plusieurs catégories d'acteurs : collectivités territoriales, administrations, associations, universités, organisations internationales et acteurs économiques. Une telle approche peut faciliter la circulation de l'information, améliorer l'orientation des personnes et favoriser une meilleure adaptation des dispositifs aux caractéristiques du territoire.

La territorialisation ne signifie toutefois pas un transfert complet des responsabilités vers les collectivités locales. Les questions relatives au statut juridique des migrants, aux frontières et à la politique migratoire nationale demeurent principalement du ressort de l'État. L'enjeu consiste plutôt à renforcer la complémentarité entre les différents niveaux de gouvernance.

Enfin, l'intégration des questions migratoires dans les stratégies de développement territorial peut permettre de mieux prendre en compte les besoins des populations migrantes dans les domaines de la formation, de l'emploi, de la santé, du logement et de la cohésion sociale. Le développement de projets locaux dans l'Oriental montre que cette approche commence à être expérimentée, même si son ampleur et ses résultats doivent encore faire l'objet d'évaluations approfondies (PRIM, 2026).

Ainsi, plutôt que d'opposer systématiquement une logique sécuritaire à une logique d'intégration, l'analyse territoriale permet d'envisager la gouvernance frontalière comme un système à plusieurs dimensions, dans lequel les impératifs


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

de gestion des frontières coexistent avec des enjeux de développement local, de cohésion sociale et d'accompagnement des populations mobiles.

### 4.2. Migration et résilience territoriale : des interactions à mieux documenter

La région de l'Oriental est confrontée à plusieurs transformations démographiques, économiques et sociales, parmi lesquelles figurent le vieillissement de certaines populations, les mobilités internes et internationales ainsi que les difficultés d'accès à l'emploi dans certains territoires. Dans ce contexte, la présence de populations migrantes constitue une dimension supplémentaire des transformations territoriales, qu'il convient d'analyser à partir de données précises plutôt que de considérer automatiquement la migration comme un facteur de développement ou, à l'inverse, comme une source de difficultés (HCP, 2021 ; Lowe et al., 2020).

L'Oriental présente une configuration particulière puisqu'il est à la fois concerné par les mobilités de sa propre population vers d'autres régions ou pays et par l'installation ou le passage de personnes migrantes originaires d'autres pays. Cette situation fait de la région un espace particulièrement intéressant pour observer les interactions entre mobilités, dynamiques démographiques et transformations économiques locales (Lowe et al., 2020 ; Stürner-Siovitz & Morthorst, 2023).

Sur le plan démographique, il serait toutefois difficile d'affirmer que la présence de migrants permet, à elle seule, de compenser le vieillissement ou la diminution de la population dans les territoires de l'Oriental. Les effets démographiques dépendent notamment de la durée d'installation, de la composition familiale et de la stabilité résidentielle des populations concernées. Les données disponibles ne permettent pas, à ce stade, d'établir un effet général de la migration sur le maintien des équipements ou des services dans les communes de la région.

Sur le plan économique, certaines personnes migrantes participent à des activités commerciales, à des services de proximité ou à différents segments du marché du travail. Des travaux consacrés à Oujda soulignent notamment l'importance des questions d'emploi et d'insertion professionnelle dans les parcours des migrants (Moussaoui & Agh Boul, 2024). D'autres recherches portant sur l'entrepreneuriat migrant dans l'Oriental montrent également l'existence d'investissements et de créations d'entreprises dans plusieurs secteurs, notamment à Oujda, Berkane et Nador (El Kharbaoui, Dahmani Idrissi & Ben Dahmane El Idrissi, 2026).


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Ces éléments montrent que la présence migrante peut avoir une dimension économique locale, mais son importance doit être appréciée en fonction du type d'activité, de son caractère formel ou informel et du nombre de personnes concernées. Il convient notamment de distinguer les activités de subsistance exercées dans l'économie informelle des investissements entrepreneuriaux enregistrés dans les statistiques officielles.

Sur le plan social, les associations et les réseaux communautaires peuvent également jouer un rôle dans l'accompagnement des personnes migrantes. À Oujda et dans d'autres villes de l'Oriental, plusieurs initiatives ont été mises en place autour de l'accompagnement social, de l'orientation, de l'interculturalité et du vivre-ensemble (Pionniers du Changement, 2022-2025 ; PRIM, 2022-2026).

Ces expériences montrent que les personnes migrantes peuvent participer à des réseaux sociaux et associatifs locaux. Toutefois, il convient de distinguer les initiatives documentées de l'hypothèse plus générale selon laquelle la migration produirait nécessairement une «résilience territoriale ». Cette dernière doit plutôt être considérée comme une question de recherche susceptible d'être évaluée à partir d'indicateurs économiques, sociaux et démographiques.

Une autre dimension concerne les liens transnationaux entretenus par les migrants avec leurs pays d'origine et d'autres espaces de résidence. Les réseaux migratoires peuvent faciliter la circulation d'informations, de ressources et de compétences. Cependant, la nature et l'ampleur de ces transferts varient fortement selon les profils migratoires et les trajectoires individuelles. Leur contribution éventuelle au développement local de l'Oriental mériterait donc de faire l'objet d'études spécifiques.

Dans cette perspective, l'enjeu consiste moins à présenter la migration comme une solution aux difficultés territoriales qu'à identifier les conditions dans lesquelles les compétences, les activités économiques et les réseaux sociaux des populations migrantes peuvent contribuer aux dynamiques locales. Une telle approche permettrait de mieux articuler les politiques migratoires avec les politiques de développement territorial.

### 4.3. Recommandations stratégiques

À partir des éléments précédemment analysés, plusieurs pistes peuvent être envisagées afin d'améliorer la prise en compte des migrations dans les politiques territoriales de l'Oriental. Ces propositions doivent être considérées comme des orientations susceptibles d'être adaptées aux réalités de chaque territoire et non comme des solutions uniformes.

4.3.1. Développer des politiques publiques territorialisées et inclusives


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Une première piste consiste à mieux intégrer les questions migratoires dans les politiques locales et régionales de développement. Cette approche pourrait notamment porter sur l'accès à l'emploi, à la formation, à la santé, à l'éducation et à l'information administrative.

L'expérience du Programme Régional des Initiatives de Migration montre déjà l'intérêt d'une approche territorialisée associant différents acteurs locaux autour des questions migratoires (PRIM, 2022-2026). Le développement de diagnostics territoriaux réguliers pourrait permettre d'identifier plus précisément les besoins des populations migrantes et les capacités disponibles au niveau local.

4.3.2. Renforcer les capacités des collectivités territoriales

Les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle important dans les domaines relevant de leurs compétences, notamment en matière de services locaux, d'action sociale, de développement économique et de cohésion sociale.

Le renforcement de leurs capacités pourrait passer par la formation des agents, l'amélioration des mécanismes d'orientation et la mise en place de dispositifs de coordination avec les associations et les autres acteurs concernés. Des expériences développées à Oujda montrent déjà que les collectivités peuvent être associées à des projets portant sur la gouvernance locale des migrations (Stürner-Siovitz & Morthorst, 2023 ; PRIM, 2025).

4.3.3. Encourager la coordination entre les différents acteurs

La multiplicité des intervenants dans le domaine migratoire rend nécessaire une meilleure circulation de l'information entre les administrations, les collectivités, les associations, les organisations internationales et les établissements universitaires.

La mise en place de cadres réguliers de concertation pourrait faciliter l'identification des besoins, la répartition des interventions et le suivi des projets. Dans cette perspective, les réseaux locaux déjà constitués dans l'Oriental peuvent constituer une base pour renforcer la coopération entre les acteurs (Pionniers du Changement, 2022-2023).

La création éventuelle d'un observatoire régional consacré aux migrations et aux dynamiques territoriales pourrait également être envisagée. Un tel dispositif permettrait de produire des données régulièrement actualisées sur les profils migratoires, l'emploi, le logement, l'accès aux services et les initiatives locales. Cette proposition constitue toutefois une piste de gouvernance et nécessiterait une étude préalable sur sa faisabilité institutionnelle et financière.

4.3.4. Favoriser le dialogue interculturel et le vivre-ensemble


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Les initiatives interculturelles constituent une autre piste d'action. Les projets développés à Oujda autour du dialogue interculturel, de la participation des jeunes et du vivre-ensemble montrent l'intérêt d'espaces permettant les rencontres entre populations locales et migrantes (Pionniers du Changement, 2022-2025).

Le développement d'activités culturelles, éducatives et associatives peut contribuer à améliorer la connaissance réciproque entre les différentes populations. Il serait néanmoins préférable d'évaluer ces initiatives à partir d'indicateurs précis afin de mesurer leur impact réel sur les perceptions et les relations sociales.

4.3.5. Soutenir les initiatives locales et associatives

Les associations constituent des acteurs importants de l'accompagnement des migrants dans l'Oriental. Elles interviennent notamment dans l'orientation, l'accès aux services, l'accompagnement social et les activités interculturelles (PRIM, 2024 ; Pionniers du Changement, 2022-2025).

Le renforcement de ces initiatives pourrait passer par des mécanismes de financement transparents, des partenariats pluriannuels, la formation des intervenants et une meilleure coordination avec les institutions publiques. L'objectif ne serait pas de transférer aux associations les responsabilités relevant des institutions publiques, mais de favoriser une complémentarité entre les différents acteurs.

## Conclusion générale

Au terme de cette réflexion, la migration dans la région de l'Oriental apparaît comme une réalité beaucoup plus complexe que ne le laisse penser l'image d'un simple territoire de passage. Derrière les frontières, les dispositifs de contrôle, les statistiques et les politiques publiques, il y a avant tout des trajectoires humaines, des projets interrompus ou reconstruits, des rencontres, des attentes et des formes quotidiennes d'adaptation. L'Oriental n'est donc pas seulement un espace traversé par les migrants ; il est aussi un territoire dans lequel certaines trajectoires prennent racine, parfois de manière temporaire, parfois plus durablement.

L'analyse menée dans cet article montre que la position géographique particulière de l'Oriental contribue fortement à façonner les expériences migratoires qui s'y développent. Sa proximité avec l'Algérie, son ouverture sur la Méditerranée et sa connexion avec les routes migratoires vers l'Europe en font un espace où se rencontrent des logiques différentes : mobilité, installation, contrôle des frontières, accompagnement social et recherche de nouvelles opportunités. Cette superposition de fonctions explique en partie les tensions et les contradictions qui caractérisent la gouvernance migratoire à l'échelle locale.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

La politique migratoire marocaine a connu des évolutions importantes au cours des dernières années, notamment avec la mise en place de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile. Toutefois, l'analyse territoriale montre que l'existence d'un cadre national ne suffit pas, à elle seule, à déterminer les conditions concrètes d'intégration. Entre les orientations nationales et leur traduction dans les territoires, interviennent les capacités des institutions locales, les ressources disponibles, les associations, les réseaux de solidarité et, surtout, les réalités quotidiennes des personnes concernées.

Dans l'Oriental, cette réalité est particulièrement visible. Les migrants ne constituent pas un groupe homogène et leurs parcours diffèrent selon leur situation administrative, leur durée de présence, leur origine, leur âge, leur niveau de formation et leurs projets. Certains poursuivent leur route, d'autres restent plusieurs années, tandis que certains finissent par considérer la région comme un espace de vie. Cette diversité invite à dépasser les catégories simplificatrices de «migrant en transit », «migrant irrégulier » ou «migrant installé », qui ne rendent pas toujours compte de la complexité des parcours individuels.

L'étude met également en évidence l'existence de pratiques d'intégration qui ne passent pas nécessairement par les grandes politiques publiques. Elles peuvent prendre la forme d'une aide pour trouver un logement, d'un emploi obtenu grâce à une connaissance, d'un accompagnement associatif, d'un échange linguistique, d'une relation de voisinage ou simplement d'une rencontre quotidienne. Ces interactions, parfois modestes et invisibles dans les statistiques, participent pourtant à la transformation progressive des espaces locaux. Elles montrent que l'intégration n'est pas uniquement un processus institutionnel : elle se construit aussi dans les rues, les commerces, les associations, les lieux de rencontre et les relations ordinaires.

Cette dimension permet également de nuancer la manière dont la migration est généralement associée à la vulnérabilité ou à la dépendance. Les personnes migrantes peuvent être confrontées à des situations de précarité, mais elles peuvent également développer des activités économiques, des réseaux de solidarité et des initiatives sociales ou culturelles. Leur présence peut ainsi participer, dans certaines conditions, à la diversification des pratiques économiques et sociales locales. Il serait néanmoins excessif d'en déduire que la migration constitue automatiquement une ressource pour le développement territorial. Ses effets dépendent largement des conditions d'accueil, de l'accès aux droits, des possibilités d'emploi et de la capacité des acteurs locaux à créer des espaces de participation.

C'est précisément ici que se situe l'un des principaux enseignements de cette recherche : la question n'est peut-être pas de savoir si la migration est, en elle-


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

même, une opportunité ou un problème pour le territoire, mais plutôt de comprendre ce que les territoires choisissent d'en faire.

Une même présence migrante peut être perçue comme une pression sur les services lorsqu'elle est abordée uniquement sous l'angle de l'urgence ; elle peut également être considérée comme une composante de la diversité sociale lorsqu'elle est intégrée dans une réflexion plus large sur le développement territorial. Entre ces deux lectures, il existe tout un espace de politiques publiques, de pratiques locales et d'initiatives citoyennes qui méritent d'être davantage étudiées.

Dans cette perspective, l'Oriental pourrait constituer un terrain particulièrement intéressant pour expérimenter une gouvernance migratoire davantage territorialisée. Une telle approche ne signifierait pas la disparition des politiques nationales ou des impératifs liés à la gestion des frontières. Elle supposerait plutôt une meilleure articulation entre les différents niveaux d'action : État, collectivités territoriales, associations, organisations internationales, acteurs économiques, universités et populations concernées. Elle nécessiterait également de produire davantage de données locales afin que les politiques soient fondées sur les réalités observées plutôt que sur des perceptions générales.

Au-delà des dispositifs institutionnels, cette réflexion conduit finalement à replacer l'humain au centre de l'analyse. Une frontière peut séparer deux territoires, mais elle ne suffit pas à interrompre les parcours, les relations, les aspirations ou les échanges. De la même manière, une politique migratoire peut organiser des catégories administratives, mais elle ne peut résumer la complexité d'une vie humaine à un statut juridique.

L'Oriental se trouve ainsi à la croisée de plusieurs réalités : frontière et espace de vie, territoire de passage et territoire d'installation, espace de contrôle et espace de solidarité. C'est cette coexistence qui fait toute sa complexité, mais aussi tout son intérêt scientifique.

En définitive, penser la migration dans l'Oriental ne devrait pas conduire à opposer systématiquement sécurité et humanité, contrôle et intégration, migrants et populations locales. L'enjeu consiste plutôt à rechercher les conditions permettant à ces différentes dimensions de coexister dans un cadre territorial cohérent, respectueux des droits et attentif aux réalités locales.

Car derrière chaque mouvement migratoire, il y a une personne qui cherche un espace où vivre, travailler, étudier, se protéger ou simplement continuer son chemin. Et derrière chaque territoire frontalier, il y a une société qui se transforme au contact de ces mobilités. Comprendre cette rencontre, sans idéaliser la migration ni la réduire à une menace, constitue peut-être la première étape vers


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

une gouvernance plus équilibrée des territoires et vers une conception du développement qui ne mesure pas seulement ce qu'un territoire produit, mais aussi la manière dont il accueille, relie et fait vivre ceux qui le composent.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

## Références bibliographiques

### Articles scientifiques

- Alioua, M. (2008). La migration transnationale — logique individuelle dans l'espace national : L'exemple des transmigrants subsahariens à l'épreuve de l'externalisation de la gestion des flux migratoires au Maroc. Social Science Information, 47(4), 697–723. https://doi.org/10.1177/0539018408096456 SSage Journals

- Berriane, J. (2015). Étudiants subsahariens au Maroc : Déterminants, quotidien et projets d'avenir d'un groupe de migrants hautement qualifiés. The Journal of North African Studies, 20(4), 573–589. SScribd

- Galtung, J. (1969). Violence, peace, and peace research. Journal of Peace Research, 6(3), 167–191. https://doi.org/10.1177/002234336900600301 DDOI+1

- Sohn, C. (2022). La frontière comme ressource : Vers une redéfinition du concept. Bulletin de l'Association de Géographes Français, 99(1), 11–30. https://doi.org/10.4000/bagf.8940 EExplore LISER's research expertise+1

### Ouvrages et rapports de recherche

- Gazzotti, L. (2021). Immigration nation: Aid, control, and border politics in Morocco. Cambridge University Press.

- Stürner-Siovitz, J., & Morthorst, L. J. (2023). Partenariats multipartites : Les villes intermédiaires africaines en tant qu'acteurs et partenaires dans la gouvernance locale des migrations : Oujda, Maroc. Equal Partnerships. PPartenariats Équitables+1

### Rapports et sources institutionnelles

- Conseil national des droits de l'Homme. (2023). Rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme au Maroc au titre de l'année 2022 : Redéfinir les priorités pour consolider l'effectivité des droits. https://cndh.ma/fr/rapport-annuel-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme-au-maroc-2022-redefinir-les-priorites-pour CCNDH

- European Commission. (2015). Commission staff working document: Implementation of the European neighbourhood policy in Morocco. Publications Office of the European Union.


© Authors. Licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 (CC BY-NC 4.0) non-commercial reuse with attribution
https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/